

Sociocritique et modernité au Québec

Lucie Robert

Volume 23, numéro 3, hiver 1987

« À la jeunesse d'André Belleau »

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/035724ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/035724ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0014-2085 (imprimé)

1492-1405 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Robert, L. (1987). Sociocritique et modernité au Québec. *Études françaises*, 23(3), 31–41. <https://doi.org/10.7202/035724ar>

Sociocritique et modernité au Québec

LUCIE ROBERT

La sociocritique, il me semble, n'est pas encore en mesure de tirer toutes les conséquences théoriques et pratiques du postulat même de la modernité critique : c'est par ses aspects formels que l'œuvre d'art révèle la réalité.

ANDRÉ BELLEAU¹

La constitution de la littérature québécoise en objet d'étude et de savoir — telle qu'elle a été réalisée entre la parution du *Manuel d'histoire de la littérature canadienne-française* de Camille Roy, dont la première édition remonte à 1907, et la création des programmes universitaires actuels, dans les années 1960 et 1970 —, repose sur ce qui paraît être à première vue un paradoxe. En effet, la sociocritique québécoise qui, d'une certaine manière, a fondé notre modernité critique, a longtemps négligé de prendre en compte les acquis du formalisme dans l'analyse des œuvres de la littérature québécoise. Ce paradoxe apparent, objet de quelques-unes des réflexions les plus intéressantes d'André Belleau, est une des traces qui restent encore, dans les études littéraires, des conflits qui, depuis le début du vingtième siècle, ont marqué l'institution du littéraire au Québec.

1. André Belleau, «Conditions d'une sociocritique», *Liberté*, n° 111, mai-juin 1977, reproduit dans *Y a-t-il un intellectuel dans la salle? Essais*, Montréal, Primeur, 1984, pp. 100-104 (voir p. 104).

L'enjeu de ces conflits était alors double. Il renvoyait, d'une part, à l'établissement du corpus canonique de la littérature québécoise (canadienne-française à l'époque) et, d'autre part, à des questions de méthode concernant la manière dont on allait parler de ces œuvres. J'ai déjà analysé ailleurs le rôle des forces conservatrices et traditionalistes dans l'établissement de ce corpus et dans l'élaboration de cette méthode². Qu'il me suffise de rappeler ici que ces forces étaient en grande partie composées de membres du clergé, en particulier d'enseignants, que le corpus y était conçu comme «national, catholique et français», que la méthode était celle de l'histoire littéraire lansonienne et que le destinataire demeurait l'enseignement secondaire classique. On constate alors sans étonnement le rôle essentiellement didactique que joue alors la littérature et l'on n'est guère surpris de l'importance prise par des revues comme le *Bulletin du parler français au Canada* et *l'Enseignement secondaire* dans l'institution de la littérature québécoise.

Ce qui m'intéresse ici est l'autre versant de ces conflits. Le rôle des forces d'opposition dans la formation d'un savoir littéraire n'a été que peu étudié, quoique des individus et des collectifs aient vu leur œuvre largement commentée. Ces forces ont surtout exercé leur plume hors des structures et des appareils en place, formulant leurs projets dans des organes nouvellement créés qu'ils situent en position de rupture et de revendication. En ce sens, elles ont fortement contribué à la laïcisation du discours public et on leur attribue généralement un rôle important dans l'avènement de la modernité au Québec³.

Cette situation conflictuelle n'est pas symétrique. On ne trouve pas dans cette opposition la même homogénéité structurale, source des consensus théoriques et philosophiques, qui fonderaient un corpus ou une méthodologie. L'opposition est fragmentée, dispersée dans plusieurs revues et journaux, isolée en région. La forme des textes dont nous disposons pour fins d'étude est celle de l'article, le plus souvent polémique. L'absence de préoccupations d'ordre pédagogique et didactique ne favorise guère l'élaboration d'un discours construit, ordonné, normatif, qui pourrait être opposé à l'histoire littéraire nationale. Dispersée dans l'espace, l'opposition l'est aussi dans le temps. L'hégémonie du conservatisme sur les appareils et institutions d'enseignement et de recherche condamne l'opposition à l'éphémère : les journaux et les revues ont une vie courte ; les signataires sont le plus souvent

2. *Le Manuel d'histoire de la littérature canadienne-française*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 196 p. ; *l'Institution du littéraire au Québec*, thèse de Ph.D., Québec, Université Laval, 1986, 328 f.

3. Yvan Lamonde et Esther Trépanier [directeurs], *l'Avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 313 p.

des jeunes. Aussi doit-on ici penser à utiliser la notion de «génération» pour poursuivre l'analyse de ce mouvement.

1. LES GÉNÉRATIONS DE LA MODERNITÉ

Si l'on peut parfois parler de «génération» en littérature, c'est dans la mesure où une formation, un environnement, un projet réunissent un ensemble de personnes, le plus souvent du même âge⁴. Quoiqu'elle tende à gommer les divergences et les différences, la notion s'impose à l'occasion pour rendre compte d'une rupture ou d'une mutation historique importante, autrement difficile à saisir. Elle permet de donner un contexte au spontané, à l'intelligence individuelle, à l'initiative personnelle. Si la notion s'impose, c'est, en outre, que ces générations se définissent comme telles. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la «jeunesse» — celle qui tire profit de la restructuration de l'enseignement universitaire et qui fonde les premiers journaux étudiants, le *Quartier latin* (1918) à l'Université de Montréal et le *Bérêt* (1919) à l'Université Laval —, s'impose comme groupe social particulier. Elle n'accepte plus que l'on parle d'elle ni que l'on parle en son nom. Elle prend la parole pour combattre ses aînés, qu'elle relègue dans l'obsolescence, qu'elle présente comme des «fossiles». Même si l'unité de cette jeunesse est aussi en grande partie un mythe, elle survit à l'analyse en assumant une rupture qu'elle prétend chaque fois plus radicale.

La génération qui m'intéresse ici en particulier est celle que Jean-Charles Falardeau a baptisé la «génération de la Relève⁵», quoiqu'on ne saurait la réduire à cette revue, et que Jacques Blais a étudiée dans *De l'Ordre et de l'Aventure⁶*. Formée en grande partie par les nouveaux programmes de l'enseignement classique, ceux qui dans l'enseignement des lettres remplacent la rhétorique par l'histoire littéraire et la dissertation⁷, cette génération dut, au sortir du collège, faire face à une crise économique qui allait bouleverser jusqu'à l'image qu'on se faisait du monde. Elle fut, en outre, la génération de la reconstruction et de la réalisation d'un nouveau contrat social, conçu comme une issue à la Crise économique, qui emprunte ses fondements tant au programme de l'État

4. Je partage ici l'opinion de Marcel Fournier, *les Générations d'artistes*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 202 p.

5. Jean-Charles Falardeau, «la Génération de la Relève», *Recherches sociographiques*, VI : 2, mai-août 1965, pp. 124-133.

6. Jacques Blais, *De l'Ordre et de l'Aventure. La poésie au Québec de 1934 à 1944*, Québec, les Presses de l'Université Laval, 1975, x, 410 p.

7. Sur l'ensemble des mutations qui traversent l'enseignement de la littérature dans les collèges classiques au début du vingtième siècle, on lira les études parues sous la direction de Joseph Melançon et Clément Moisan, sous le titre «Didactique et littérature dans les collèges classiques du Québec», *Études littéraires*, XIV : 3, décembre 1981, pp. 369-563.

keynésien qu'au New Deal⁸. Coïncée entre sa formation encore relativement traditionnelle et le monde nouveau qu'annonce la Crise économique, cette génération vit de façon très aiguë la rupture de l'ordre ancien qui s'effondre à mesure qu'augmentent le chômage et l'incertitude. Cette jeunesse, dont on a à maintes reprises mesuré l'importance historique, élabore une modernité québécoise qui remet en question le catholicisme et le nationalisme traditionnels.

La génération de la Crise est en effet celle qui a flirté aussi bien avec le fascisme qu'avec le socialisme et qui a développé l'autonomie structurelle au Québec en mettant en place un ensemble d'organisations d'envergure nationale québécoise, sans lien fédératif avec les associations canadiennes. La fondation de la Société des écrivains canadiens-français, en 1935, résultat d'une rupture survenue au sein de la Canadian Authors Association, est un exemple parmi d'autres de ce mouvement vers l'autonomie des Canadiens français. Cette génération est encore celle qui a cherché à reconstituer une presse d'opinion fondée sur la revue (*la Relève*, *les Idées*, *Vivre*) ou sur le journal (*la Province*, *le Jour*, *l'Ordre* et *la Renaissance*). L'appareil ainsi mis en place se distingue de la grande presse héritée du dix-neuvième siècle de plusieurs manières. L'opinion dont il permet la diffusion ne se prétend pas celle de la majorité. Elle se pose comme critique et ce, dès le premier numéro de la revue ou du journal. Dans une économie marchande en voie de massification, elle se condamne ainsi à la marginalité et à l'éphémère. La génération de la Crise ne prétend pas guider ou former l'opinion publique. Elle n'a pas non plus grand intérêt pour l'enseignement secondaire. Elle renoue cependant avec l'action dans une forme qui, sur le terrain du littéraire, partage la théorie et la pratique entre la revue et la maison d'édition. *Les Idées* sont ainsi liées aux Éditions du Totem, *l'Action canadienne-française* aux Éditions Albert Lévesque, *l'Action nationale* aux Éditions Bernard Valiquette, *la Nouvelle Relève* aux Éditions de l'Arbre. La sphère publique est alors réduite à une sphère intellectuelle, une sphère restreinte que caractérise l'autosuffisance en matière de discussions intellectuelles.

Une des caractéristiques du discours de la Crise est la transformation qu'il subit au milieu des années trente, transformation qui reflète le nouveau contrat social que mettent en place les gouvernements comme solution à la crise économique. Plutôt qu'au corporatisme ou au socialisme, le discours de la modernité qui s'écrit au Québec emprunte au *New Deal* l'idée d'un monde où les

8. Pour une vision d'ensemble des mesures, des programmes et des lois élaborés pendant la crise économique, voir Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, t. II, *le Québec depuis 1930*, première partie, Montréal, Boréal, 1986.

conflits sont institués de façon telle qu'ils en apparaissent sublimés par la gestion administrative, par le droit, par la science. Si ce discours a pu apparaître à certains comme apolitique⁹, c'est qu'il repose sur la valorisation de la personne humaine et sur l'institution de mécanismes de négociation qui permettent d'apaiser les luttes sociales et de stabiliser le développement économique. Ce discours nouveau trouvera, dans le champ culturel, deux lieux d'expression privilégiés : *la Relève* et la faculté des sciences sociales de l'Université Laval.

En effet, de tous les journaux et de toutes les revues fondées pendant la crise économique, *la Relève* est celle qui apparaît le mieux imprégnée de l'esprit de ce nouveau contrat social. Sa fortune historique repose sur la capacité qu'a eue le collectif de rédaction de fonder son entreprise sur une sorte de sublimation des conflits du monde réel, plutôt que sur la critique ouverte des valeurs de l'ordre ancien. Entre l'académisme des clercs et les guerres idéologiques que mènent *les Idées*, *Vivre*, *le Jour*, *l'Ordre*, *la Renaissance* et *la Province*, *la Relève* institue une modernité catholique qui rejette le catholicisme de parade au nom d'une foi véritable, mais vécue individuellement, qui rejette le collectivisme et le matérialisme au nom de la valorisation de la personne, et qui, en littérature, rejette l'académisme et l'engagement nationaliste au nom de la transcendance de l'œuvre. Dans les circonstances, les valeurs spirituelles que la revue met de l'avant pour définir la littérature apparaissent à la fois comme un refuge qui permet d'oublier la Crise et comme une manière de dépasser la querelle entre les exotiques et les régionalistes qui avait polarisé toutes les discussions littéraires depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

La modernité catholique trouve un autre lieu d'expression dans la fondation de l'École (1938), puis de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval. La crise économique a en effet mis en évidence ce que Jean-Charles Falardeau a appelé «l'antinomie entre la civilisation urbaine et américaine et l'identité religieuse et culturelle du Canada français¹⁰», antinomie que l'on retrouve en particulier dans cette nouvelle théorie du régionalisme qu'élabore notamment Alfred DesRochers, lequel souligne l'urgence d'effectuer la synthèse des valeurs françaises et des valeurs américaines dans la littérature et dans la langue¹¹. L'institution des sciences sociales représente alors autant la volonté de réaliser les

9. André-J. Bélanger, *l'Apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936*, Québec, les Presses de l'Université Laval, 1974, 392 p.

10. Jean-Charles Falardeau, cité par Marcel Fournier, «Intellectuels de la modernité et spécialistes de la modernisation», dans *l'Avènement de la modernité au Québec*, op. cit., p. 243.

11. Alfred DesRochers, «Tribune libre. Régionalisme culturel», *l'Ordre*, 8 septembre 1934, p. 1.

compromis rendus nécessaires par l'exacerbation des conflits sociaux engendrés par la Crise, que cet effort de synthèse théorique par laquelle s'élabore l'idée même d'une spécificité nord-américaine du Canada français. Au contraire des rédacteurs de *la Relève*, qui se réfugient dans le spiritualisme et qui s'inspirent d'une France abstraite, les diplômés de l'École des sciences sociales s'engagent dans des actions concrètes et dans les mouvements qui tentent de mener le Québec vers la modernité politique¹².

La fondation de *la Nouvelle Relève* en 1941 réalise la synthèse des deux mouvements précédents, en intégrant à la rédaction de la revue des articles et des «éditoriaux sur les événements canadiens et européens par des spécialistes en sociologie et en économie politique¹³». La modernité catholique sera pourtant mise à rude épreuve entre 1946 et 1948. Le débat qui s'amorce entre les intellectuels français et les rédacteurs de *la Nouvelle Relève*, à propos des publications effectuées aux Éditions de l'Arbre pendant la guerre, pose de manière très explicite la question de l'engagement politique des écrivains et des intellectuels québécois. En ce sens, le débat sur *la France et nous*¹⁴ déborde largement les préoccupations économiques concernant la survie d'un marché autonome du livre québécois. Les intervenants d'ici y soutiennent le droit des intellectuels et des écrivains de se situer hors des conflits sociaux immédiats, ainsi que la nécessité de dépolitiser les productions intellectuelles, en particulier les productions littéraires. Ils soutiennent également l'autonomie des intellectuels québécois par rapport aux intellectuels français. La publication du manifeste du *Refus global*, en 1948, poursuit ce processus de laïcisation et de nationalisation du discours public, par l'élaboration d'une esthétique moderne résolument québécoise. L'année suivante, la grève de l'amiante à Asbestos réunit nombre d'intellectuels sur les lignes de piquetage. Là s'engage la bataille pour la modernité politique du Québec, contre le gouvernement de Maurice Duplessis, d'une part, mais aussi contre la domination des «unions internationales», américaines pour la plupart, sur le syndicalisme québécois. La modernité passe alors tant par la laïcisation que par la nationalisation des formes institutionnelles, quoique cette nationalisation soit plutôt canadienne-française que québécoise. Réalisée par la génération de la Crise, cette modernité révèle un projet de société fondé sur le respect des droits fondamentaux de la personne, sur la présence d'un état régulateur et centralisé, sur l'élaboration d'une culture

12. Voir l'itinéraire de Jean Marchand tel que décrit par Dorval Brunelle, *les Trois Colombes. Essai*, Montréal, vlb éditeur, 1983, pp. 32-64.

13. «Présentation», *la Nouvelle Relève*, I : 1, septembre 1941, p. 2.

14. *La France et nous. Journal d'une querelle. Réponses à Jean Cassou, René Garneau, Louis Aragon, Stanislas Fumet, Jérôme et Jean Tharaud, François Mauriac et autres*, Montréal, les Éditions de l'Arbre, 1947, 73 p.

humaniste qui serait un lieu de réflexion et d'expérimentation. On reconnaît ici les assises de ce qu'on appellera en 1960 la Révolution tranquille.

2. LA MODERNITÉ CRITIQUE

C'est dans les pages de *Cité libre*, revue fondée en 1950 et dont les grandes orientations cherchent à rallier ces différentes modernités, qu'a lieu le débat qui institue la littérature et les études littéraires sous la forme d'une discipline du savoir universitaire. Est-ce un hasard cependant si le débat s'engage autour d'un article portant sur la littérature canadienne-française publié par Jeanne Lapointe, la première femme à avoir obtenu une licence à l'Université Laval, par celle qui fut aussi la première femme à enseigner à la faculté des lettres¹⁵ ? Si la modernité littéraire est apparue bien avant — on la fait parfois remonter jusqu'à la fondation de l'École littéraire de Montréal, en 1895 —, sa légitimation comme principe d'écriture et son institution comme savoir furent des processus de longue durée, engagés au lendemain de la Première Guerre mondiale et complétés après la Seconde.

Le débat dont il est question oppose Jeanne Lapointe, Félix-Antoine Savard et Pierre Gélinas. Depuis 1952, Jeanne Lapointe inscrit dans ses cours des œuvres contemporaines, parfois québécoises. Les années cinquante sont en effet celles où se pose, dans les programmes universitaires, la question de la modernité littéraire et artistique. Le débat l'oppose à son doyen. Deuxième doyen de la faculté des lettres de l'Université Laval, Félix-Antoine Savard, doyen de la modernité catholique, avait succédé à Camille Roy, doyen de l'ordre ancien. Pierre Gélinas, pour sa part, situe son intervention hors du circuit universitaire. Romancier de la modernisation, il fut l'un des rares écrivains au Québec à tenter le réalisme socialiste, dans un livre qui paraîtra en 1959, *les Vivants, les Morts et les Autres*. Le débat porte essentiellement sur trois points : la valeur littéraire, la relation du littéraire au social, la fonction de la critique.

La valeur littéraire et les conditions de sa réalisation sont au cœur du débat. Jeanne Lapointe reprend ici les grandes lignes de la position déjà élaborée par *la Relève* et elle définit la littérature comme une prise de conscience, un art et une pensée. Les écrivains canadiens-français, selon elle, ont atteint la prise de

15. Les articles qui forment ce débat sont ceux de Jeanne Lapointe, «Quelques apports positifs de notre littérature d'imagination», *Cité libre*, 10, octobre 1954, pp. 17-36 ; de Félix-Antoine Savard, «Dissidence», *ibid.*, pp. 37-39 ; de Pierre Gélinas, «De notre littérature. I. Lettre à Jeanne Lapointe», 12, mai 1955, pp. 27-34, et à nouveau de Jeanne Lapointe, «II. Réponse à la lettre précédente», *ibid.*, pp. 34-39. On trouvera une autre lecture de ce débat dans Robert Schwartzwald, *Institution littéraire, Modernité et Question nationale au Québec (1940-1976)*, thèse de Ph.D., Québec, Université Laval, 1985.

conscience au moment de la publication de ce roman «exécration» que sont *les Demis-civilisés* (1934), de Jean-Charles Harvey. L'art fut atteint par Claude-Henri Grignon dans *Un homme et son péché* (1935) et la pensée n'existe pas vraiment avant la parution des poèmes de Saint-Denys Garneau et d'Anne Hébert. Avec cette pensée, qui correspond à l'élaboration d'une recherche personnelle authentique, la littérature atteint une qualité esthétique d'une portée universelle. Avant l'émergence de la conscience, de l'art et de la pensée, le corpus canadien-français n'était, écrit-elle, que le produit d'un «infantilisme» digne tout au plus de l'intérêt des sociologues et des psychanalystes, infantilisme causé par la prégnance de la tradition littéraire et par le dogmatisme de l'enseignement. En élaborant cette thèse, Jeanne Lapointe érige les valeurs de *la Relève* en instrument d'analyse, de reconnaissance et de définition de l'objet littéraire. Du même coup, elle accorde aux productions esthétiques parues dans ou en marge de la revue une légitimation qu'on leur avait souvent jusque-là refusée au nom de valeurs anciennes. Le *Manuel* de Camille Roy (édition de 1939) avait ainsi rejeté la poésie de Saint-Denys Garneau au nom du classicisme français, l'accusant de manquer de clarté et de rigueur. Chez Jeanne Lapointe, au contraire, la qualité esthétique devient une valeur absolue qu'il appartient à la critique littéraire de reconnaître, de comprendre et de promouvoir. On remarquera enfin que Saint-Denys Garneau et Anne Hébert appartiennent à la génération de *la Relève* et que les œuvres citées de Jean-Charles Harvey et de Claude-Henri Grignon, écrites par leurs aînés, ont été publiées au cœur des années trente.

La réaction de Félix-Antoine Savard est instantanée. Dans un texte d'une profonde tristesse, le doyen de la faculté des lettres «se résigne» — c'est l'expression qu'il emploie —, à condamner le travail de Jeanne Lapointe comme celui d'une «école qui ne veut résolument plus voir dans notre retard intellectuel que déformation du patriotisme, qu'abus surtout du cléricisme». Il réitère sa position en faveur de la tradition nationale contre les «métaphysiques fumeuses» et en faveur d'un enseignement fondé sur une doctrine solide, laquelle donnerait aux études littéraires un sens et un objectif autres que celui du plaisir. Pierre Gélinas pour sa part inverse la thèse de Jeanne Lapointe et il explique la faiblesse de la production littéraire canadienne-française non par un manque de valeur esthétique, mais par un manque de réalisme. Il reproche à l'auteure de n'avoir pas su examiner l'histoire, de n'avoir pas considéré l'adéquation entre le réel et les fictions et de n'avoir pas jugé de la vérité des œuvres dont elle parle.

Ensemble, Savard et Gélinas, qui ont des visées sociales et politiques par ailleurs fort divergentes, sont réunis par la prééminence qu'ils accordent l'un et l'autre au sujet collectif sur le sujet individuel. Ils sont réunis encore par une conception qui refuse à

«l'œuvre d'art la faculté de se séparer d'un sain et authentique réalisme» (Savard). L'Histoire, chez Gélinas, occupe une fonction semblable à celle de la tradition chez Savard, quoique la première ait la relativité et la variation comme fondements, alors que la seconde maintient la norme et la prescription nationalistes. Jeanne Lapointe pour sa part refuse de réduire la littérature au roman réaliste et au poème social. Pour elle, la valeur littéraire ne se trouve ni dans le réalisme, ni dans la vérité objective, ni dans le sentiment national. Ces éléments, qu'elle qualifie d'«infra-littéraires», sont ceux que l'on retrouverait dans la sociologie, la psychologie, les enquêtes, les études de toutes sortes. La spécificité du littéraire se trouve alors dans le sujet individuel, dans la valeur littéraire, dans une démarche spéculative qui tente d'élaborer une vision personnelle du monde.

En spécifiant ainsi le littéraire dans ses rapports au nationalisme, au réel objectif et aux méthodes et objets des sciences sociales, Jeanne Lapointe le constitue en univers autonome, fermé, théorisé, cohérent. Le rôle de la critique littéraire, «littérature au second degré», est alors de comprendre le fonctionnement interne de cet univers, d'élaborer des critères et des guides pour une lecture analytique des œuvres, laquelle débouche sur une interprétation de l'œuvre qui met en lumière la vision personnelle imprégnant le texte. Savard et Gélinas s'opposent de concert à cette vision qui dégage la critique de toute responsabilité collective, sociale, politique. Savard rappelle le rôle de guide et d'éducation que doit jouer une critique qui éclaire, qui corrige, qui ramène l'écrivain et l'écrivaine à de meilleurs sentiments. Il rappelle aussi la nécessité de fonder cette critique sur les dogmes de la raison et de la foi, sur une doctrine sûre parce que éternelle. Gélinas développe de son côté la conception d'une critique de combat, d'une critique polémique et d'une critique fondée sur les critères objectifs des nouvelles sciences sociales, laquelle aurait pour fonction de mesurer le degré d'adéquation entre le réel et la fiction. Il refuse la critique qu'il qualifie de «contemplative» au nom d'une critique qui aurait comme double objectif de produire une étude historique du corpus littéraire canadien-français et d'orienter la production des œuvres vers une meilleure connaissance de la «personnalité collective».

En dégageant la littérature et la critique de toute fonction politique au nom de la liberté d'expression, en séparant les tâches d'écriture et de critique («la critique ni personne n'a de consigne à donner pour les œuvres à naître»), en distinguant la littérature des autres écritures et la critique des autres disciplines des sciences humaines, Jeanne Lapointe énonce les conditions d'exercice d'un enseignement universitaire de la littérature et les critères d'une pratique de recherche alors originale. Même si elle a peu publié par la suite, elle a contribué à former des générations d'étudiants

et d'étudiantes qui, à partir de la fin des années soixante, donneront des assises institutionnelles à la recherche littéraire.

3. POST-SCRIPTUM

L'effet des générations de la modernité est donc un effet de synthèse. La querelle autour de *la France et nous*, la rédaction de *Refus global* et, sur un autre plan, la grève de l'amiante à Asbestos, traduisent la volonté des intervenants et des intervenantes de définir eux-mêmes, en relation avec leur milieu et leur société, ce que sera leur projet collectif dans le champ de la culture et de la politique. Ces trois événements affirment l'autonomie du milieu intellectuel québécois. De la même manière, on ne peut que constater le fait que Jeanne Lapointe intervient à propos de la littérature québécoise, affirmant par là la clôture d'un champ littéraire national qui inclurait aussi bien la critique que l'écriture proprement dite. Paradoxalement, du moins en apparence, cette autonomie et cette clôture se construisent contre une littérature et une production nationaliste ou socialement engagée. L'autonomie du milieu intellectuel se conçoit à l'intérieur de la société québécoise, mais dans une spécificité qui le sépare du clergé et des organisations politiques partisans, qui le libère des obligations de l'action sociale ou de l'engagement. Telles sont les formes de la laïcisation du discours public. La rhétorique qui permet la synthèse de ces éléments est celle de l'«universalité» de la valeur artistique qui sert, en outre, de fondement à l'élaboration d'une définition esthétique de la littérature. Cette nouvelle conception de l'œuvre sera le nœud d'un nouveau paradigme à instituer dans le champ du savoir universitaire.

Parmi les séquelles de ce conflit, on notera les deux suivantes :

— La valorisation de l'esthétique, comme premier critère de sélection et de canonisation des œuvres, élimine à toutes fins pratiques l'enseignement de la littérature canadienne-française, en tant que corpus autonome, constitué selon l'appartenance des œuvres et des auteurs à une tradition nationale. Ici se dessine un paradoxe : alors que le débat crée une sphère intellectuelle nationale, il détruit la légitimité du corpus des œuvres de la littérature québécoise tel qu'il avait été élaboré par les tenants de la tradition lansonienne. La laïcisation du corpus est à ce prix. En fondant l'esthétique sur l'universel, on ne retient plus désormais du corpus québécois — et des autres corpus — que les œuvres qui peuvent témoigner d'une démarche artistique. Les frontières nationales qui ne servent plus à déterminer un corpus d'œuvres deviennent floues, impertinentes. L'effet de ce processus est de folkloriser l'étude de la littérature québécoise — aux Archives de folklore, fondées en 1944, à l'Université Laval, justement —, et de ren-

voyer son enseignement au programme des études canadiennes où la littérature n'a pas de spécificité formelle. Les programmes d'études françaises, tel celui de l'Université de Montréal, et les programmes de lettres, seront consacrés aux grandes œuvres. Par la suite, les travaux sur le corpus littéraire, en tant que corpus québécois, seront entrepris par des historiens et par des sociologues, notamment par Jean-Charles Falardeau, qui publie ses premières études dans *le Devoir* en 1958 et 1959. Ces études portent évidemment la marque de leur provenance. Appartenant au champ des sciences sociales, elles n'ont pas à répondre de la modernité critique telle que définie dans les études littéraires.

— L'autonomisation du littéraire repose sur ses clôtures : clôture de l'œuvre, clôture théorique. L'institution du littéraire repose à la fois sur la constitution d'un corps social (les critiques) et sur la définition d'un horizon théorique (le littéraire). Elle engendre une pratique d'analyse spécifique de type exégétique, fondée sur l'interprétation des œuvres. Ces analyses ont pour objectif de faire (re)connaître, comprendre et apprécier la valeur esthétique de l'œuvre et la démarche engagée par l'auteur. La réunion de ces éléments permet de parler ici de la naissance d'un paradigme particulier aux études littéraires¹⁶. La remise en question des fondements exégétiques des études littéraires, dans les années soixante, entraîne une transformation du paradigme en axiome (la «littérarité»), puis l'élaboration d'un ensemble de procédures méthodologiques ayant pour but de dégager le sens et le fonctionnement du texte. Cette mutation vers le formalisme correspond à la systématisation et à la généralisation d'une pensée structuraliste qui veut que les études littéraires nouent des liens privilégiés non plus avec l'histoire mais avec la linguistique.

Force est alors de reconnaître que les études littéraires, loin d'être unifiées, reposent sur une double tension entre, d'une part, l'étude des corpus nationaux et/ou celle des Textes exemplaires et, d'autre part, entre une approche sociohistorique qui montre comment le texte est traversé par le discours social et une approche formaliste qui dégage le procès de signification interne au texte. Plus qu'un paradoxe ou une simple division du travail, ces tensions révèlent une rupture épistémologique que les études littéraires ont instituée en tant que telle. Dans ces circonstances, une «littératurologie» telle que la proposait André Belleau¹⁷, qui réaliserait la synthèse de ces approches et qui reconstituerait l'unité épistémologique de ce champ de recherche, est-elle encore imaginable ?

16. J'emprunte ce concept à Thomas S. Kuhn, *The Structure of Scientific Revolutions*, 2^e éd. augm., Chicago, The University of Chicago Press, 1970, 210 p.

17. Le mot est d'André Belleau, «La démarche sociocritique au Québec», *Voix et Images*, VIII : 2, hiver 1983, pp. 299-310.